

20250207 La Croix

<https://www.la-croix.com/politique/droit-du-sol-bayrou-veut-un-debat-plus-large-portant-sur-l-identite-francaise-20250207>

Droit du sol : Bayrou veut un débat « plus large » portant sur l'identité française

François Bayrou a estimé vendredi 6 février qu'un débat portant seulement sur le droit du sol, comme le demande notamment Gérald Darmanin, serait « trop étroit ». Il propose un débat « plus large », portant sur les droits et les devoirs qui s'attachent à la nationalité française.



François Bayrou a souhaité vendredi 7 février un débat plus large que sur le seul droit du sol, sur « qu'est-ce que c'est qu'être Français » LP/Fred Dugit / LE PARISIEN/MAXPPP

François Bayrou a jugé vendredi 6 février « trop étroit » un débat sur le seul droit du sol comme suggéré par son ministre de la justice Gérald Darmanin et a souhaité un débat « plus large », qui intégrerait cette question sensible sur ce que « c'est qu'être Français ».

« *Ce débat public (sur le droit du sol, NDLR) est trop étroit et il faut un débat public approfondi et beaucoup plus large que ça* », a affirmé le premier ministre. Il répondait depuis Matignon à la radio RMC installée dans [la ville de Pau dont il est resté maire](#).

« *Vous voyez bien ce qui fermente depuis des années. Ce qui fermente, c'est qu'est-ce que c'est qu'être Français ? Qu'est-ce que ça donne comme droit ? Qu'est-ce que ça impose comme devoirs ? Qu'est-ce que ça procure comme avantages ? Et en quoi ça vous engage à être membre d'une communauté nationale ? À quoi croit-on quand on est Français ?* », a ajouté François Bayrou, [qui a fait récemment polémique](#) en évoquant un « sentiment de submersion » migratoire.

À lire aussi [Immigration : le gouvernement va procéder par petits bouts](#)

Il s'exprimait au lendemain de l'adoption, par l'Assemblée nationale, lors d'une séance particulièrement houleuse, d'une proposition de loi portée par la droite visant à durcir [les restrictions au droit du sol à Mayotte](#).

Il a rappelé avoir proposé « *depuis déjà douze ans ou quinze ans* » de se pencher sur la situation de Mayotte et de la Guyane, « *dans laquelle il y a des milliers et des milliers de personnes qui arrivent avec l'idée que, s'ils mettent au monde des enfants là, ils seront Français* ». « *Tout cela, évidemment, ça mérite d'être reconstruit* », a complété le chef du gouvernement.

« Pas de raison de repousser éternellement »

« *On peut entrer dans un débat, il faut réfléchir à la manière dont (il) se développe, est organisé* » mais « *on ne va pas tout repousser* » à la présidentielle, a estimé le premier ministre.

À lire aussi [La hausse de l'immigration s'apparente-t-elle à une « submersion » comme l'affirme François Bayrou ?](#)

« *Tous les problèmes qu'on identifie, on va les traiter, on va en tout cas les débattre, on va les approfondir et il n'y a pas de raison de repousser éternellement* », a-t-il développé et « *il faut apprendre à débattre, à échanger des convictions ou des arguments, sans s'insulter, sans se condamner à la vindicte publique, sans être cloué au pilori, sans être considérés comme des ennemis de la Nation* ».

Gérald Darmanin s'est prononcé pour l'abrogation pure et simple du droit du sol à Mayotte. Il a par ailleurs estimé « *que le débat public doit s'ouvrir sur le droit du sol dans notre pays* », et qu'il faut sur le sujet une réforme de la Constitution, que ce soit via un référendum ou à l'occasion de la présidentielle de 2027.

Vendredi, la ministre de l'Éducation nationale et [numéro deux du gouvernement Élisabeth Borne](#) se dit défavorable à l'idée du garde des Sceaux.

À découvrir [Immigration : le PS annule sa réunion avec le gouvernement après les propos de Bayrou](#)